

Par Joëlle Scacchi

Nigeria

Shell et les Ogonis

peuvent-ils s'entendre ?

Il y a quelques semaines, le gouvernement nigérian a nommé des médiateurs indépendants chargés de chercher une solution au conflit qui oppose la compagnie pétrolière Shell aux communautés ogonies. Mais la répression continue de faire rage.



Les dommages causés par l'exploitation du pétrole sont irréversibles dans certaines régions du Nigeria.

APRÈS QUINZE ANS DE CONFLIT et des centaines de morts, l'heure de la réconciliation a peut-être sonné entre les communautés indigènes ogonies et la compagnie pétrolière Shell au Nigeria. En juin dernier, le gouvernement a nommé des médiateurs indépendants, deuxième étape après la mise sur pied d'une commission d'enquête sur les violations des droits humains.

Retour en arrière: au début des années 1990, le Mouvement pour la survie du peuple Ogoni (MOSOP), emmené par le célèbre Ken Saro-Wiwa, réussit à mobiliser des dizaines de milliers d'Ogonis, pour manifester contre la politique du gouvernement fédéral et de Shell. Ils protestent contre l'exploitation du pétrole, dans le Delta du Niger, par les compagnies pétrolières telles que Shell, Chevron, Elf, Mobil et Agip, qui détruisent leur environnement naturel. Trois ans plus tard, Shell est contrainte d'interrompre la production dans l'Ogoniland, une petite partie de la région pétrolifère.

Malgré ce succès, la répression a été brutale, et les forces de sécurité ont procédé à des centaines d'exécutions sommaires, de détentions arbitraires et de restrictions draconiennes de la liberté d'expression.

Le 10 novembre 1995, Ken Saro-Wiwa et huit autres militants du MOSOP ont été pendus par le gouvernement fédéral.

Nigeria condamné

Plusieurs ONG ont porté l'affaire devant la Commission africaine des droits de l'homme. Le verdict rendu en 2002 est sans équivoque: «Le gouvernement militaire du Nigeria était impliqué dans l'exploitation du pétrole et n'a donc pas contrôlé ou réglementé les activités des compagnies pétrolières, et de ce fait, a ouvert la voie aux consortiums pétroliers pour exploiter les réserves de pétrole dans l'Ogoniland. Le rôle destructeur et égoïste joué par les sociétés d'exploitation de pétrole dans l'Ogoniland [est] étroitement lié aux tactiques répressives du gouvernement nigérian», comme le dit le rapport de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

Fait historique, le nouveau gouvernement du président Obasanjo a tenu compte de cette condamnation, a demandé des réparations à Shell, et a, entre autres, établi une commission judiciaire d'enquête. Le gouvernement a également inscrit dans la Constitution que

13 pour cent des revenus pétroliers de l'Etat devaient être redistribués aux régions productrices. Enfin, en juin 2005, le gouvernement d'Obasanjo nommait des médiateurs indépendants chargés de réconcilier Shell avec les communautés ogonies.

Et dans la pratique ?

Cependant, les violences se poursuivent dans le delta du Niger: l'armée, la police et les forces de sécurité indépendantes (mandatées par les multinationales pour protéger leurs oléoducs) se rendent encore et toujours coupables d'exécutions sommaires. De plus, les dommages causés sont irréversibles dans le delta du Niger, d'où proviennent 90 pour cent du pétrole du pays et 80 pour cent des recettes fédérales: pluies acides, eaux polluées, infrastructures inexistantes, terres marécageuses où les villageois gagnent péniblement leur vie grâce à la pêche et à l'agriculture.

A présent, les communautés indigènes entendent obliger les compagnies pétrolières à respecter la loi, et veulent faire valoir leurs droits désormais inscrits sur le papier. □